

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES CLAUSES GENERALES



CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE STOCKAGE
DISI POITIERS

SOMMAIRE DU LOT

CLAUSES GENERALES

3

1 PRÉAMBULE

3

2 GENERALITE

3

2.1 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

3

2.1.1 Connaissance des lieux

3

2.1.2 Cotes de construction

3

2.1.3 Présentation de l'offre et la vérification des données du CCTP

4

2.1.4 Repérage des éléments in situ

4

2.2 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

5

2.2.1 Responsabilité de l'entrepreneur

5

2.2.2 Lot traité global et forfaitaire

5

2.2.3 Obligation de résultat

5

2.2.4 Contenu des prix

6

2.2.5 Quantitatif - plans joints avec l'appel d'offres

6

2.3 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS : NON LIMITATIFS

6

2.3.1 codes, lois, cahiers et avis applicables aux marchés publics - commande publique -

7

2.3.2 Liste des DTU applicables au marché (y compris leurs modifications, amendements et erratums)

7

2.3.3 Autres documents de référence

8

2.3.4 Normes françaises et européennes auxquelles se réfère le cahier des charges

8

2.3.5 Marques de qualité des matériaux utilisés dans le présent projet

9

2.3.6 Règles professionnelles

9

2.3.7 L'importance du respect des règles de l'art en matière d'assurance

9

2.3.8 Le cahier des clauses administratives particulières CCAP

9

2.3.9 Le présent cahier des clauses techniques particulières CCTP

9

2.3.10 Contrôles des ouvrages

9

2.3.11 Responsabilité vis à vis des tiers

9

2.3.12 Réglementation concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier

9

2.3.13 Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier

10

2.3.14 Réglementations concernant les matériaux et produits

10

2.3.15 Réglementation sécurité incendie

11

2.3.16 Échantillons

11

2.3.17 Accessibilité aux personnes handicapées

11

2.3.18 Conception en zone sismique

11

2.3.19 Documents RAGE (Règles de l'Art Grenelle de l'Environnement 2012)

11

2.3.20 Calcul des épaisseurs

12

2.3.21 Lois et textes ministériels

12

3	SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS	12
3.1	Limites de terrain	13
3.2	Reconnaissance des existants	13
3.3	Prise de possession du site	13
3.4	Documents exe à fournir par l'adjudicataire et par le maître d'œuvre	13
3.4.1	Plan d'exécution fournis par la maîtrise d'œuvre en phase exe	13
3.4.2	Documents et instructions du coordinateur sps	13
3.5	Coordination avec les autres corps d'état	13
3.6	Hygiène, sécurité et conditions de travail	14
3.7	Démarches et autorisations	14
3.8	Coordination sécurité	14
3.9	Plan général de coordination PGC établi par le coordonnateur SPS	14
3.10	Protection et nettoyage des surfaces pendant la durée du chantier	15
3.11	Échantillons	15
3.12	État de livraison des ouvrages du présent lot	15
3.13	Réception	15
3.13.1	Contrôle d'exécution et réceptions	15
3.14	Étude de sol	16
3.15	Salissures du domaine public	16
3.16	Gestion des déchets	16
3.16.1	Limitation des volumes et quantités de déchets	16
3.16.2	Tri et déchets à la charge de chaque lot	16
4	QUALITE DES MATERIAUX	16
4.1	Acceptation des matériaux et produits	16
4.2	Cas des matériaux et produits certifiés	16
4.3	Contrôle extérieur	17
4.4	Réception des matériaux	17
5	INSTALLATION GÉNÉRALE DE CHANTIER A LA CHARGE DU LOT GROS OEUVRE	17

CLAUSES GENERALES

1 PRÉAMBULE

Ce cahier est un document qui complète les Devis Descriptifs des différents lots, et ne peut, en tout état de cause, être dissocié de ces documents. Dans le cas de manque de concordance entre ces divers documents, les descriptifs particuliers à chaque corps d'état ont priorité sur ce cahier.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment de stockage sur le site du DISI - POITIERS - 14 rue Salvador Allende

Le projet est composé de 05 Lots

LOT 01 - TERRASSEMENT - VRD - AMENAGEMENT EXTERIEUR
LOT 02 - TERRASSEMENT - GROS OEUVRE
LOT 03 - CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE - BARDAGE METALLIQUE
LOT 04 - SERRURERIE
LOT 05 - ELECTRICITE

2 GENERALITE

2.1 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

Le présent document a pour objet de définir l'ensemble des travaux du présent lot en complément des dispositions prévues aux autres pièces du marché énoncées au CCAP, et notamment :

- CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) ;
- CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières) ;
- RC (Règlement de la Consultation) ;
- AE (Acte d'Engagement).

Nota :

Cette liste n'est pas limitative.

Dans le présent projet il est précisé aux soumissionnaires que tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, avec le souci de qualité et en sélectionnant les meilleures techniques et pratiques et usages de la profession.

Ainsi, il est précisé à l'entrepreneur qu'une fois attributaire du présent Lot qu'il sera exigé de lui un travail réputé parfait et répondant ainsi en tout point aux règles de l'art et DTU. De plus, qu'il ne lui sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, y compris pour la mise en décharge des excédents de terre et autres matériaux, et cela quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

2.1.1 Connaissance des lieux

Lors de sa visite, l'attributaire du lot est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution de ses travaux ainsi que celles des autres lots et notamment concernant la conception des détails, la qualité et le prix de chaque ouvrage à réaliser.

Cette prise de connaissance concerne l'accessibilité au site et notamment pour :

- Vérifier la possibilité de stockage et d'installation de chantier ;
- Prendre connaissance des servitudes qui peuvent y être attachées, ainsi que les contraintes d'horaires, les interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers et les dégradations des installations avoisinantes.
- Constater la position et l'état des ouvrages existants,

Ces contraintes ci-dessus seront réputées être prises en compte dans tous les prix unitaires de chaque entreprise. l'entreprise devra définir à la lumière de son étude l'ensemble de ses installations en fonction de son choix technique et d'en informer le maître d'œuvre pour visa.

Après l'adjudication, le titulaire de chaque lot ne pourra arguer d'ignorance quelconque des informations ci-avant pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais. Il devra alors fournir tous ses plans d'exécution et de détailler tous les moyens nécessaires qu'il mettra en place pour exécuter ses travaux et cela afin de respecter tous les documents normatifs et contractuels dans ce projet..

2.1.2 Cotes de construction

Les dimensions exactes des ouvrages à réaliser devront également tenir compte de la nature des façades prévues aux plans et documents d'appel d'offres, en particulier, pour les tolérances de clair, d'alignement, de fabrication et de mise en œuvre des éléments. Les cotes de construction seront relevées sur le chantier dans la mesure du possible par le titulaire suivant les possibilités du planning

d'exécution des travaux.

Il est précisé au titulaire du présent lot qu'il devra s'assurer de la concordance entre les plans de l'existant et ceux du présent projet après les travaux de démolition et déconstruction dans la cas où ces travaux ont été réalisés avant son intervention pour le présent projet. Dans le cas où elle découvrirait une anomalie soit au stade de son étude ou avant le début de ses travaux, elle devra en informer immédiatement le Maître d'œuvre et de n'entreprendre ses travaux qu'après avoir eu l'aval du Maître d'œuvre. En cas de non-respect de cette prescription il ne pourra pas arguer d'une erreur ou omission pour demander un supplément de prix à son offre initiale.

2.1.3 Présentation de l'offre et la vérification des données du CCTP

Le soumissionnaire de chaque lot devra présenter son offre suivant la forme des documents fournis DPGF avec Qté lors de l'AO.

Le soumissionnaire est tenu de vérifier si les détails de construction décrits au CCTP sont complets, si les types de constructions sont appropriés et s'ils présentent les qualités requises à l'utilisation pour laquelle ils sont prévus. Cela s'applique également aux divers remblais et aux sollicitations auxquelles ils sont soumis. Les modifications ou compléments jugés utiles ou nécessaires devront être joints, à la soumission, accompagnés des justifications correspondantes. Il devra inclure en annexe et jointe dans son offre, tous les éléments non portés au présent CCTP nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages prévus sur les plans structure.

Le soumissionnaire devenant titulaire de chaque lot, celui-ci devra la fourniture de tous les matériaux et les remblais nécessaires à leur mise en œuvre ainsi que tous les transports et manutentions diverses. Il sera également dû, tous les travaux annexes nécessaires à la parfaite tenue et finition des ouvrages sous l'emprise des constructions et sur leurs périphéries.

Les produits et matériaux énumérés dans le présent CCTP ont été choisis en référence, soit de leurs caractéristiques techniques, ou leurs qualités.

Le soumissionnaire devenant titulaire de chaque lot, et qui envisagerait de poser des produits et matériaux équivalents devra clairement le préciser dans son devis estimatif et devra fournir en même temps, les avis techniques, procès-verbaux d'essais au poinçonnement et des échantillons pour justifier de leur équivalence. Tout produit ne faisant pas l'objet d'un avis technique ou n'étant pas couvert par une assurance ne pourra être retenu.

Le soumissionnaire devenant titulaire du chaque lot, il devra réceptionner les ouvrages des autres lots et en cas de non-satisfaction le signaler au Maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

2.1.4 Repérage des éléments in situ

2.1.4.1 Voies d'accès au chantier

Le titulaire du lot devra :

- Effectuer la visite de l'environnement du chantier afin d'adapter son offre aux nécessités du présent projet ;
- Effectuer le repérage des principales voies d'accès et de repliement (important pour les tours de camions...) ;
- Effectuer le repérage des bâtiments construits à proximité pouvant interférer sur la vie du chantier (écoles, collèges, lycées, crèches, bibliothèques...), stations d'autobus, voies de chemins de fer ;
- D'une manière générale, l'ensemble des éléments pouvant avoir une influence directe ou indirecte sur le chantier.

2.1.4.2 Réseaux existants "traversants"

Le présent article a pour but la recherche et la définition des divers réseaux, canalisations diverses pouvant être enterrées non identifiées dans la zone du projet et pouvant être utilisées par ailleurs d'autres parcelles avoisinantes et y compris desservir le présent projet".

Le titulaire du lot devra effectuer la recherche :

- Des réseaux de chauffage de tous types (urbain extérieur, chauffage intérieur) ;
- Des réseaux d'assainissement par tous moyens appropriés (plans du Maître d'ouvrage si disponible etc.) ;
- Des réseaux Eaux Pluviales, Eaux Usées, Eaux Vannes, (plans du Maître d'ouvrage si disponible etc.) ;
- Des réseaux de téléphone, d'antennes d'opérateur de téléphone, de télévisions câblées... de leurs contraintes... et de leurs dévoiements éventuels ;
- Les ouvrages extérieurs, proches ou intégrés.

Un rapport GEOSAT a identifié des réseaux existants joint à l'appel d'offre faisant état des réseaux existants proches du bâtiment

2.1.4.3 Ouvrages extérieurs, proches ou intégrés

Le titulaire du lot devra effectuer :

- La recherche d'éventuels ouvrages notamment la présence ou non de transformateurs EDF, postes de détente gaz, locaux électriques divers (pour éclairage extérieur par exemple), d'éclairage public, de cabine téléphonique ;
- La visite exhaustive des lieux de déconstruction afin de présenter une offre appropriée à ce projet.

2.1.4.4 Coupure et neutralisation des réseaux

D'une façon générale il est fait le rappel à l'attributaire du lot que seul le maître d'ouvrage est habilité (en tant que propriétaire) à demander la coupure des réseaux (chauffage urbain, eau, gaz, électricité, téléphone, etc..). L'attributaire de chaque lot doit avant toute coupure et ou neutralisation des réseaux demander l'autorisation au maître d'œuvre qui a la charge d'assister le maître d'ouvrage dans ses démarches auprès des concessionnaires.

2.2 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Chaque lot a pour obligation de remettre une offre suivant le type de marché ci-après. Toute offre ne respectant pas cette directive sera purement et simplement rejetée :

2.2.1 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur adjudicataire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers : mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître d'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

L'entrepreneur de chaque lot restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par la destination finale des locaux, dont notamment :

- La conformité à la réglementation ;
- Les conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- La nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation
- Les conditions hygrométriques des locaux ;
- La compatibilité des matériaux entre eux ;
- Etc...

Il est précisé au présent lot que pour tous les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères imposés par la destination finale des locaux.

Ainsi dans le cas contraire, l'entrepreneur fera un courrier au maître d'œuvre de ses observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors toutes décisions à ce sujet.

2.2.2 Lot traité global et forfaitaire

Il est précisé au soumissionnaire que dans le présent document il est fait le choix de traiter tous les ouvrages à **prix global et forfaitaire**. Le prix forfaitaire rémunère le présent titulaire pour un ensemble de prestations, un ouvrage ou une partie d'ouvrage définis dans le marché et cela indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser une prestation décrite dans le **CCTP**. Chaque ouvrage sera chiffré dans la **DPGF** et réalisé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et suivant les indications du présent document.

Le soumissionnaire devra avant la remise de son offre prendre connaissance des prestations des autres corps d'état dont les travaux seront exécutés en liaison avec les siens et d'adapter ses propres travaux pour assurer une parfaite finition de l'ensemble de l'ouvrage.

Dans le cas où le soumissionnaire estimerait qu'il y a dans ce dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son **prix global et forfaitaire**. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative détaillée et jointe à son offre. Une fois que l'entrepreneur est devenu l'adjudicataire du présent lot et de ce fait, si l'ouvrage concerné figure sur les plans, le présent lot ne pourra arguer d'un oubli de description et de localisation par l'auteur du présent document pour prétendre à un supplément concernant un ensemble d'ouvrages traités globalement au prix forfaitaire et faisant l'objet du présent marché.

2.2.3 Obligation de résultat

Il est précisé au titulaire du présent Lot qu'il devra exécuter l'ensemble de ses ouvrages en parfait état de finition suivant les plans de l'appel d'offres et conforme à son offre de prix. Il assurera également une parfaite coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-dessous.

L'obligation de résultat est définie par le présent document :

- Lors de la mise en œuvre de ses ouvrages, le titulaire du présent lot devra respecter impérativement toutes les dispositions techniques, architecturales, géométriques ainsi que tous les documents qui lui ont été remis, de leurs annexes et dans les plans divers. Certaines techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages peuvent être omis dans le dossier, dans ce cas le titulaire du présent lot devra alors par son savoir-faire propre à son lot en faire la réalisation, et cela dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur au moment des travaux.
- Il est à noter que tous les plans joints au présent dossier marché représentent graphiquement certains principes constructifs, architecturaux et structurels, en complément au présent document. Ces plans ont pour objet une définition architecturale des éléments des ouvrages à laquelle le titulaire du présent lot est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, l'aspect des parties visibles. Ces plans sont dits des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés dans l'article 1.1 "Description des ouvrages" ne sont qu'indicatives et non limitatives.

Il est précisé au soumissionnaire qu'en devenant l'adjudicataire du présent lot et que dans le cadre contractuel de son marché, ledit entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat :

- Qu'il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

- Qu'il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

Le titulaire du présent lot doit proposer au maître d'œuvre ses plans d'exécution pour visa avant tout démarrage de ses travaux et se reporter impérativement aux pièces générales du marché de ses annexes et aux documents particuliers de chacun des lots afin d'en avoir une parfaite connaissance.

2.2.4 Contenu des prix

Il est précisé au soumissionnaire que dans le présent CCTP que celui-ci a pour objet l'ensemble des prestations du présent lot, Le titulaire du présent lot devra tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages conformément aux règles de l'art. Ces prix comprennent notamment :

- La main d'œuvre, la location d'engins de chantier et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;
- L'implantation des ouvrages. Tous les matériels nécessaires à l'exécution des ouvrages (moyen de levage, échafaudage ...);
- Installation puis replis complet de(s) grue(s) ou moyen de levage (compris implantation, renforcement du terrain, plate-forme ...);
- Tous les terrassements propres à son lot ainsi que les terrassements généraux dans le cas ou ceux-ci n'ont pas été réalisés par un autre lot :
- Toutes les plates-formes et rampes d'accès (mise en forme +remblai 0/40mm sur 30cm) provisoires pour la réalisation des ouvrages
- L'amené la fourniture, le stockage des matériaux
- Tous les réglages et mise au point éventuels
- Tous les essais et contrôles en cours et en fin de chantier
- Droits de voiries, de décharges et divers
- Respect des exigences du rapport de sol
- Dispositions diverses du CCAP, du Bureau de Contrôle, du SPS, de la législation du travail
- Gestion du compte prorata et la mise en place d'une convention si l'opération comporte plusieurs Lots, et sauf spécifications particulières, la quote-part de l'entrepreneur dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- Suivant les prescriptions de l'article Travaux divers à la charge du présent lot.

2.2.5 Quantitatif - plans joints avec l'appel d'offres « ao »

Il est fait le rappel au soumissionnaire qu'il lui est fourni avec l'appel d'offres:

- Un quantitatif et des plans de principe venant compléter le CCTP. Ces documents ont été réalisés par le Maître d'œuvre et cela pour des ouvrages en parfait état de finition.

Les documents précités ont pour vocation de permettre au soumissionnaire de fournir après vérification desdits documents une offre cohérente avec les ouvrages à réaliser. Il est fait ici le rappel au soumissionnaire du présent lot, que si celui-ci estimerait qu'à la lumière de son étude qu'il y a dans les documents précités des omissions, erreurs ou de non-conformités avec la réglementation en vigueur et qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son offre. Cette modification s'accompagnera d'une note explicative détaillée et jointe à son offre. De ce fait, si l'ouvrage concerné figure sur les plans mais non détaillé dans le quantitatif, le soumissionnaire devra l'inclure dans l'un de ses prix unitaires appropriés.

En effet, le soumissionnaire devenant le titulaire du présent lot du présent lot, il ne pourra par la suite arguer d'un oubli de description, de quantité et de localisation par l'auteur du présent document pour prétendre à un supplément de prix concernant un ensemble d'ouvrages traité en parfait état de finition et faisant l'objet du présent projet.

2.3 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS : NON LIMITATIFS

Il est fait le rappel à l'attributaire des dispositions particulières à chacun des lots qui seront précisées dans leurs spécifications techniques respectives, sauf dispositions particulières indiquées dans le présent document, les calculs, la conception, ainsi que la fabrication en usine puis l'exécution sur le chantier, la mise en œuvre et le réglage des ouvrages, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage. Toutes les dispositions précédemment énumérées seront dans leur ensemble conforme aux normes et règlement ainsi qu'aux prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur au moment des travaux.

Il est précisé à l'attributaire du présent lot devra proposer au maître d'œuvre ses plans d'exécution pour Visa avant tout démarrage de ses travaux et se reporter impérativement aux pièces générales du marché de ses annexes ainsi qu'aux documents dits particuliers de chacun des lots afin d'en avoir une parfaite connaissance. Que pour tous les documents qui seront mentionnés ci-après, il sera retenu leur dernière parution et cela à la date de la présente prescription du marché de travaux. De ce fait, en cas d'erreurs, voire de contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (CCTP, plans, etc.), il devra immédiatement en avvertir le maître d'œuvre et prévoir tout complément en annexe de son offre. De plus, lorsque l'attributaire utilisera certains procédés et des matériaux dits non traditionnels et non régis par les documents de référence cités ci-avant, ceux-ci devront alors être obligatoirement instruits et validés par le CSTB et possédés obligatoirement un Avis Technique voire un ATx ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents)

Nota :

En cas de réédition, de modification ou de mise à jour, le document de référence est celui qui est en vigueur à la date de consultation des entrepreneurs.

2.3.1 codes, lois, cahiers et avis applicables aux marchés publics - commande publique -

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Le Code civil ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- **Application de la commande publique au 1/04/2019 ;**
- Les Cahiers des Charges des D.T.U (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des D.T.U. ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Éventuellement les A.T.E.C, A.T.X ou E.T.N ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (N.R.A) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012) ;
- La législation sur l'accessibilité aux handicapés applicable en 2015) ;
- L'essai Proctor est essai pour la détermination de la portance des sols. L'essai est réalisé selon la norme AFNOR NF P 94 - 093 ;
- L'essai Proctor est applicable sur tous les sols et les matériaux définis dans la norme AFNOR NF P 11 - 300 à savoir les matériaux utilisables dans les couches de formes et les remblais. De plus les conditions suivantes s'appliquent
- Les essais des installations techniques de bâtiments réalisés par les attributaires sur le chantier avant la réception, afin de s'assurer de leur bon fonctionnement, font désormais l'objet d'attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC, qui remplacent les anciens PV COPREC ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail (livre 2) ;
- Le code général des collectivités territoriales (livre 2) ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code des communes ;
- Le Code rural ;
- Le Code de la santé publique ;
- Les prescriptions de la santé publique ;
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de MONTMORILLON
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés privés (Norme P 03.001 d'Octobre 2017) ;
- Le résultat de la campagne de sol ;
- Les remarques du permis de démolir ;
- Les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- Les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- Les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- Les attendus du permis de construire ;
- La note de sécurité ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir.
- Ainsi que tous les documents énumérés ci-dessous.

Liste ci-dessus non limitative.

2.3.2 Liste des DTU applicables au marché (y compris leurs modifications, amendements et erratums)

Les DTU se réfèrent pour la réalisation des travaux, à des produits ou procédés de construction, dont l'aptitude à satisfaire aux dispositions techniques des DTU est reconnue par l'expérience.

Lorsque le présent document se réfère à cet effet à un Avis Technique ou à un Document Technique d'Application ou encore à une certification de produit, le titulaire du marché pourra proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient des modes de preuve en vigueur dans d'autres États-membres de l'espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits (EA).ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à la norme EN 45011.

L'attributaire du marché devra alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

L'acceptation par le maître d'ouvrage d'une telle équivalence suppose que tous les documents justificatifs de cette équivalence lui soient présenté au moins un mois précédent tout acte constituant un début d'approvisionnement.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de trente jours calendaires pour accepter ou refuser l'équivalence du produit ou procédé proposé.

Tout produit ou procédé livré sur le chantier, pour lequel l'équivalence n'aurait pas été acceptée par le maître d'ouvrage, est réputé en contradiction avec les clauses du marché et devra être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt de chantier.

En l'absence de DTU, les Règles Professionnelles (RP) et les qualifications spécifiques sont nécessaires et suffisantes. Les RP doivent impérativement être rédigées en concertation, par plusieurs professionnels experts dans ces techniques, qui confrontent leurs pratiques et valident collégialement un texte descriptif et technique.

Document de référence élaboré par assureurs, experts, Guide.

D'une façon générale, l'attributaire devra satisfaire aux documents officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment l'ensemble des documents généraux cités dans la Norme NF P03-001 d'octobre 2017 des marchés privés et ceux applicables aux marchés publics.

En effet, lorsque les références DTU-Normes figurent, elles sont destinées à attirer l'attention de l'attributaire :

- Sur un document de parution récente qui aurait pu échapper à sa sagacité ;
- Sur un détail technique particulier pour lequel le descripteur n'a pas voulu volontairement reprendre intégralement le texte figurant dans les documents réputés connus de l'attributaire.
- Le règlement sanitaire
- Les cahiers des charges DTU., les règles de calcul DTU. publiés par le CSTB., ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés.
- Les cahiers des clauses spéciales rattachés au DTU ainsi que les mémentos pour la conception, publiés par le CSTB
- Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages dits non traditionnels.

Document de référence élaboré par assureurs, experts, guide

A. DTU retirés de la liste officielle des DTU par la Commission générale de normalisation

- Sur décision du Maître d'ouvrage, ce(s) texte(s), bien que ne faisant plus partie de la liste officielle des DTU, sera (sont) retenu(s) comme "Documents de référence contractuels" pour le présent marché, dans la mesure où leurs prescriptions ne viennent pas en contradiction avec les nouvelles dispositions réglementaires.

2.3.3 Autres documents de référence

L'attributaire du présent lot doit se conformer également :

- Aux cahiers des prescriptions techniques (CPT) regroupant des dispositions de mise en œuvre communes à une famille de produits ou procédés objets d'Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA), doivent être utilisés conjointement avec les ATec ou DTA en cours de validité qui y font référence. Ils peuvent les compléter ou les amender. D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités et de ceux ci-après :
 - * Le permis de démolir.
 - * Le permis de construire.
 - * Le résultat de la campagne de sol.
 - * La note de sécurité.
 - * Les rapports du bureau de contrôle et de leurs applications.
 - * Les avis du coordonnateur de sécurité et de leurs applications.

2.3.4 Normes françaises et européennes auxquelles se réfère le cahier des charges

L'attributaire du marché devra alors apporter au Maître d'Ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

L'acceptation par le maître d'ouvrage d'une telle équivalence suppose que tous les documents justificatifs de cette équivalence lui soit présenté au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de trente jours calendaires pour accepter ou refuser l'équivalence du produit ou procédé proposé.

Tout produit ou procédé livré sur le chantier, pour lequel l'équivalence n'aurait pas été acceptée par le maître d'ouvrage, est réputé en contradiction avec les clauses du marché et devra être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt de chantier.

Document de référence élaboré par assureurs, experts, Guide.

D'une façon générale, l'attributaire devra satisfaire aux documents particuliers joints et l'ensemble des documents généraux cités dans la Norme NF P03-001 d'octobre 2017 des marchés privés et suivant cas applicable aux marchés publics.

Normes

Classification des normes) :

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne ;
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale ;
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale ;

- NF : norme française ;
- CEI : norme européenne (Commission Électrotechnique Internationale).
- Prescriptions Techniques relatives aux matériaux utilisés ;
- Documents et Prescriptions Techniques des fabricants ;
- Normes NFP en vigueur afférentes aux matériaux utilisés.
- Etc...

2.3.5 Marques de qualité des matériaux utilisés dans le présent projet

L'attributaire du présent lot devra pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations de son marché, avoir fait l'objet d'une « marque NF et CE », d'un « label » ou d'une « certification », l'entrepreneur attributaire du présent lot ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante et dite équivalente.

Ainsi, ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

2.3.6 Règles professionnelles

Il est fait le rappel au soumissionnaire que lorsque celui-ci sera attributaire qu'il devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles de son lot et de ceux ayant un lien direct avec le présent lot »

Le soumissionnaire est contractuellement réputé en avoir eu connaissance. La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Dans le cas où l'attributaire souhaiterait mettre en œuvre l'un de ces produits ou autres procédés il devra :

- Vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.
- Si cela est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché ;
- Il devra, si c'est le cas, faire part, par écrit au maître d'ouvrage, de l'ouvrage concerné par cette "mise en observation" ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché ;
- En tout état de cause, l'attributaire ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs.

2.3.7 L'importance du respect des règles de l'art en matière d'assurance

Le non-respect des Règles de l'Art et des textes réglementaires peut entraîner la déchéance de tout droit à garantie pour l'assuré, notamment en ce qui concerne la responsabilité décennale (annexe 1 de l'article A 243.1 du code des assurances. En effet, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites de cette responsabilité).

Conclusion :

- Il est extrêmement important de respecter les normes, DTU et avis techniques qui représentent la partie codifiée des Règles de l'Art, dans le cadre d'une bonne politique de gestion des risques.
- En effet, en cas de procédures contentieuses, il vous sera toujours reproché, en tant que professionnel du Bâtiment, de ne pas les avoir respectées considérant qu'elles font partie intégrante des connaissances de base de votre métier.

2.3.8 Le cahier des clauses administratives particulières CCAP

L'attributaire du présent lot devra respecter à la lettre les directives du CCAP.

2.3.9 Le présent cahier des clauses techniques particulières CCTP

L'attributaire du présent lot devra respecter à la lettre les directives du CCTP. Néanmoins dans le cas où le soumissionnaire constaterait que des ouvrages ont été oubliés dans le présent document, il devra fournir une offre avec une note explicative séparée qui sera annexée à son offre mentionnant lesdites omissions.

2.3.10 Contrôles des ouvrages

L'attributaire doit effectuer les vérifications de la bonne exécution de ses ouvrages avec le futur support et cotations sur les plans du maître d'œuvre (tout type), et tels que prévus dans le document technique réputé connu par le présent lot.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire par le Maître d'œuvre un contrôle pour vérifier la bonne adhésion des matériaux avec son support ainsi que de leur horizontalité

2.3.11 Responsabilité vis à vis des tiers

Le titulaire du présent lot sera ainsi responsable jusqu'à l'achèvement de ses travaux :

- Du maintien en bon état des installations de toutes natures effectuées ;
- Il devra en conséquence, prévoir toutes les mesures qui s'imposent afin ne pas occasionner de dommages, ni de motiver de réclamations de quelque nature que ce soit de la part des tiers ;
- Dans les cas d'un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'adjudicataire.

En aucun cas, la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourra être recherchée.

2.3.12 Réglementation concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier

L'attributaire du présent lot, se reportera aux LOT: 0.0 DISPOSITIONS COMMUNES ou clauses générales ainsi qu'à la législation en vigueur.

Pour la réglementation concernant :

- La sécurité et la protection de la santé sur le chantier ;
- La sécurité des ouvriers contre les chutes ;
- La protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.

2.3.13 Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier

A. Déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

A.1 Principes généraux de prévention et de gestion des déchets

- Articles L541-11 et L541-15-3, R541-13 à R541-27 du Code de l'environnement ;
- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- Circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du Code de l'environnement ;
- Recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment.

A.2 Déchets de démolition

- Articles R111-43 à R111-49 du Code de la construction et de l'habitation ;
- Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments.

A.3 Déchets dangereux

- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux.

A.4 Déchets d'amiante

- Circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;
- Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.

A.5 Fluides frigorigènes dans les équipements thermodynamiques

- Articles R543-75 à R543-123 du Code de l'environnement.

B. Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- L'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation ;
- L'article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :
- Le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ;
- Le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit ;
- Les comportements anormalement bruyants ;
- Les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux ;
- Le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;
- L'arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage ;
- Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés ;
- Articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique.

B.1 Réglementation concernant les matériels de chantier

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :

- Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3 du Code de l'environnement ;
- Directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores » ;
- Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- Arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

2.3.14 Réglementations concernant les matériaux et produits

Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une « Marque NF », d'un « Label » ou d'une « Certification », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

2.3.15 Réglementation sécurité incendie

L'attributaire du présent lot devra respecter les exigences fixées par la réglementation incendie, concernant le comportement au feu et la protection ignifuge des bois.

Lorsqu'une résistance au feu est requise, les règles pour la justification de la protection et du dimensionnement des éléments bois sont contenues dans l'Eurocode 5 et les règles pour la protection des connecteurs, sont contenues dans l'Eurocode 5.

2.3.16 Échantillons

Avant toute commande, l'attributaire du présent lot devra fournir les échantillons de toutes les fournitures qu'il envisage de mettre en œuvre.

Pour les ouvrages de grandes dimensions, il pourra présenter les documentations techniques détaillées.

2.3.17 Accessibilité aux personnes handicapées

- Les dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées.
- Arrêté du 1 août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.

Tous les dispositifs permettant le maintien des personnes devront satisfaire aux règles en vigueur pour les personnes handicapées

2.3.18 Conception en zone sismique

L'attributaire du présent lot devra se soumettre aussi bien pour la qualité des matériaux que pour l'exécution des travaux aux règles de l'Art et aux Textes et Règlements en vigueur et notamment :

- Aux lois physiques connues et au sens commun : à titre d'exemple non limitatif. La stabilité d'un élément et la transmission des efforts doivent pouvoir être justifiées en tout point. Tout appareil susceptible de recevoir une intervention doit être fixé à un support capable d'encaisser les conséquences de la présence d'un intervenant (poids, action d'une échelle ...). Toute couverture peut être déneigée localement ou totalement tant que la surcharge de neige extrême n'est pas atteinte...
- A l'ensemble des Normes et Règles en vigueur à la date de remise de l'offre pour La construction. La sécurité des personnes et des biens le respect du Code du Travail.
- Aux prescriptions de l'Avis Technique du CSTB et aux prescriptions des fabricants concernant les matériaux mis en œuvre, ainsi qu'aux impositions complémentaires imposées par la Commission des Assurances et le GABAT Pour tous les Textes paraissant avant l'établissement de la soumission, modifications à charge de l'entreprise. Pour tous les Textes paraissant après il appartient à l'entreprise de proposer les incidences financières qui en découlent, au Maître d'Ouvrage avant toute exécution.
- **NF P06-014/A2 (Janvier 2011)** Règles PS-MI 89 révisées 92 Règles de construction parasismique - Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés - Domaine d'application - Conception - Exécution. Modifié par : Amendement A1 (février 2001) ; Amendement A2 (janvier 2011) - (Indice de classement : P06-014).
- **NF EN 1998-1/NA** en fonction des caractéristiques de l'ouvrage et de l'établissement. Tous autres règlements et décrets en vigueur, notamment ceux des autres corps d'états intervenant dans la construction

2.3.18.1 Zone sismique du projet

Zonage sismique de la France

- Le nouveau zonage sismique de la France en vigueur à partir du 1er mai 2011 ;
- Les avancées scientifiques et l'arrivée du nouveau code européen de construction parasismique - l'Eurocode 8 (EC8) - ont rendu nécessaire la révision du zonage sismique de 1991 ;
- Ce contexte a conduit à déduire le zonage sismique de la France non plus d'une approche déterministe, mais d'un calcul probabiliste (calcul de la probabilité qu'un mouvement sismique donné se produise au moins une fois en un endroit et une période de temps donnée), la période de retour préconisée par les EC8 étant de 475 ans ;
- Cette étude probabiliste se fonde sur l'ensemble de la sismicité connue (à partir de la magnitude 3,5 – 4), la période de retour de la sismicité (soit le nombre de séismes par an), le zonage sismotectonique, c'est-à-dire un découpage en zones sources où la sismicité est considérée comme homogène ;
- Le nouveau zonage a ainsi bénéficié de l'amélioration de la connaissance de la sismicité historique et des nouvelles données de sismicité instrumentale et historique depuis 1984. Pour rappel, le zonage de 1991 se fondait sur des données sismologiques antérieures à 1984. A l'issue de cette étude probabiliste, une nouvelle carte nationale de l'aléa sismique a été publiée par le ministère en charge de l'écologie le 21 novembre 2005. La révision du zonage réglementaire pour l'application des règles techniques de construction parasismique s'est appuyée sur cette dernière ;
- Le zonage sismique français en vigueur à compter du 1er mai 2011 est défini dans les décrets n° 2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010, codifiés dans les articles R.563-1 à 8 et D.563-8-1 du Code de l'Environnement. Ce zonage, reposant sur une analyse probabiliste de l'aléa, divise la France en 5 zones de sismicité :

Classement de la zone sismique du présent projet :

Voir articles ci-dessous.

2.3.18.1.1 Zone 3 : sismicité modérée

2.3.19 Documents RAGE (Règles de l'Art Grenelle de l'Environnement 2012)

Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, l'attributaire du présent marché devra impérativement vérifier si

les ouvrages qu'il sera amené à mettre en œuvre font l'objet d'une ou plusieurs recommandations professionnelles RAGE ou d'un ou plusieurs Guides RAGE dont la liste est disponible sur le site www.programmepacte.fr.

Si c'est le cas, il devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et les recommandations indiquées dans ces documents.

S'il constate, pour les travaux objet du présent Lot, une impossibilité technique à suivre ces prescriptions, il devra impérativement en faire part par écrit au maître d'œuvre.

2.3.20 Calcul des épaisseurs

2.3.20.1 Compatibilité des épaisseurs

Il est rappelé à l'adjudicataire du présent lot que les dimensionnements et les épaisseurs sur plans sont donnés qu'à titre indicatif et non limitatifs. En effet l'adjudicataire devra impérativement vérifier si les épaisseurs mentionnées dans le C.C.T.P sont compatibles avec les performances à atteindre et les réglementations en vigueur. Étant l'homme de l'art, il en mentionnera dans la DPGF les épaisseurs appropriées.

L'adjudicataire ne pourra arguer une demande d'augmentation de prix après la remise de son offre. En effet, les cotes définitives seront soumises à l'approbation des lots techniques et de l'architecte avant signature des marchés de travaux.

2.3.21 Lois et textes ministériels

- A 31-1-86 arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;
- D 14-10-13 décision d'exécution de la Commission du 14 octobre 2013 autorisant la mesure provisoire prise par la République française de restreindre l'utilisation des sels d'ammonium dans les isolants à base de ouate de cellulose, conformément à l'article 129 du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).
- L'aptitude à l'usage des produits de construction, vu le décret n° 2012-1489 du 27 décembre 2012 pris pour l'exécution du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil, arrêtés et avis portant application :
 - * A 22-02-02 (2) arrêté du 22 février 2002 portant application pour les produits d'isolation thermique manufacturés pour le bâtiment ;
 - * A 19-10-06 (3) arrêté du 19 octobre 2006 portant application à certains produits d'isolation thermique en vrac pour le bâtiment du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction :
 - ♦ PR NF EN 14063-1 Octobre 2016 (P75-430-1PR) Produits isolants thermiques destinés aux applications du bâtiment - Isolation thermique formée en place à base de granulats légers d'argile expansée - Partie 1 : Spécification des produits en vrac avant la mise en œuvre ;
 - ♦ NF EN 14316-1 d'Avril 2005 (P75-442-1) à base de produits de perlite expansée ;
 - ♦ NF EN 14317-1 d'Avril 2005 (P75-443-1) à base de vermiculite exfoliée formés en place - Partie 1 : spécifications relatives aux produits en vrac ou agglomérés avant mise en place ;
 - ♦ NF EN 14317-2 Novembre 2007 (P75-443-2) À base de vermiculite exfoliée (EV) formés en place - Partie 2 : spécification des produits mis en place.

3 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

Prestations à la charge des entrepreneurs

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement et d'une façon générale:

- Toutes leurs installations de chantier ;
- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils seront à leur charge selon CCAP ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;

- Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.
- Seront également compris dans les prix des entrepreneurs les prestations mentionnées ci-après.

3.1 Limites de terrain

Préalablement à l'exécution de tous les travaux, chaque lot devra repérer exactement les limites d'alignement, conjointement avec les services administratifs concernés et les propriétaires mitoyens ou riverains.

3.2 Reconnaissance des existants

Le soumissionnaire devenant l'adjudicataire est contractuellement réputé avoir, avant remise de leur offre, procédé à la reconnaissance des existants sur le site.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants, sans que cette énumération soit limitative :

- Sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût ;
- L'état des existants et leurs principes constructifs ;
- La nature des matériaux constituant les existants ;
- Les possibilités de démolition en fonction du site ;
- Les difficultés particulières qui pourraient survenir lors des travaux.
- A propos des constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont aussi contractuellement réputés :
- Avoir visité les lieux ;
- Avoir pris parfaite connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
- Avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structures, ou à défaut avoir déterminé par tous moyens ces principes de structures ;
- Avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres prestations nécessaires. Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer sur site tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

3.3 Prise de possession du site

Dès que la candidature du soumissionnaire aura été retenue et suivant la date du démarrage de ses travaux, l'adjudicataire prendra possession du dit chantier dans l'état où il se trouve et il devra tous les constats contradictoires à effectuer sur les ouvrages existants et cela en présence d'un huissier, tant ceux à l'intérieur de l'emprise de l'opération que ceux mitoyens ou riverains, publics ou privés. Tous ces constats seront effectués avant tout démarrage des travaux et après leur achèvement. Il est précisé qu'en aucun cas les voiries ne devront être déformées lors de la circulation de divers engins et autres véhicules, dans le cas contraire, le titulaire du présent lot en devra la réfection et cela à ses frais. L'adjudicataire du présent lot devra également mettre en œuvre la préparation et l'aménagement de l'emprise du chantier.

3.4 Documents exécutés à fournir par l'adjudicataire et par le maître d'œuvre

3.4.1 Plan d'exécution fournis par la maîtrise d'œuvre en phase exé

Le Maître d'œuvre signale au titulaire du présent lot que ses plans ne sont en aucun cas limitatifs. Charge au titulaire du présent lot en fonction de son savoir et à la lumière de son étude de lui soumettre ses éventuelles modifications dans le souci de réaliser une économie, tout en respectant les règles de l'art et DTU propre à son lot et le planning général des travaux.

- Les plans d'exécution ;
- Toutes les dimensions des éléments ;
- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés ;
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état ;
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones ;
- La nature des matériaux structurels et leurs caractéristiques mécaniques (qualités, charges de rupture, etc.) ;
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges ;

Tous les percements, réservations ou trémies pour les passages de gaines, conduits, canalisations des autres corps d'état.

3.4.2 Documents et instructions du coordinateur sps

Le titulaire du présent lot devra fournir dans le délai indiqué par le coordinateur SPS tous les documents mentionnés dans les pièces de ce dernier.

3.5 Coordination avec les autres corps d'état

A. Préambule

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Chaque attributaire réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Chaque attributaire se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- Chaque attributaire devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Tous les attributaires seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en

parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment durant le chantier, l'attributaire ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux. L'attributaire du présent Lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état. En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet attributaire aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ces propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état. En tout état de cause, l'attributaire du présent marché ne pourra en aucun se prévaloir ensuite, de manques de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.

B. Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'attributaire du présent Lot devra remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par l'intermédiaire du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider les dits attributaires dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du Lot.

3.6 Hygiène, sécurité et conditions de travail

Hygiène, sécurité et conditions de travail :

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformes au code du travail, 4ème partie : Santé et sécurité au travail (partie Législative créé par Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007, partie Réglementaire créé par Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) modifiées et complétées.

Coordination sécurité :

Les principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant seront celles ci-dessous (non limitatives) :

- De respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 ;
- De rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74 ;
- De participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- De respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- De respecter les obligations issues de la 4ème partie du code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- De viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

3.7 Démarches et autorisations

Si dans le cadre du présent projet le présent attributaire est le seul intervenant :

- Il appartiendra à l'attributaire du présent lot d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes nécessaires auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux.
- L'attributaire devra fournir les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

3.8 Coordination sécurité

Principales obligations de l'attributaire du ou de ses sous-traitants :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 ;
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels (IT, CRAM, et OPPBTP) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74 ;
- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT, articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- Respecter les obligations issues de la 4ème partie du code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- Viser le RJC et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

Etc.

3.9 Plan général de coordination PGC établi par le coordonnateur SPS

L'attributaire du présent lot devra se conformer aux dispositions du PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (PGC-SPS), établi par le COORDONNATEUR SPS dans le cadre de la loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et du décret 94- 1159 du 26 Décembre 1994. En conséquence, l'attributaire du présent lot devra, notamment, pendant toute la durée des travaux : la mise en place de protection nécessaire pour les travaux réalisés en terrasses, la mise en place et l'entretien

des équipements de sécurité collectives, la mise à la disposition de son personnel de tous les équipements individuels de sécurité d'un modèle homologué (casques, gants, masques, etc.) le nettoyage journalier des zones de travaux. Les attributaires et leurs sous-traitants sont tenus de satisfaire aux dispositions législatives et réglementaires prévues dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité sur le chantier. Ils devront à cet effet remettre leur PPSPS au coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

3.10 Protection et nettoyage des surfaces pendant la durée du chantier

L'attributaire du présent lot doit veiller à la protection et au nettoyage de ses ouvrages. La protection des ouvrages en cours de chantier relève de la responsabilité de chaque attributaire.

Ainsi pendant les travaux et jusqu'à la réception, le présent attributaire a la garde de son chantier ce qui signifie qu'il est responsable des ouvrages et en assume les risques jusqu'à la réception, qui marque le transfert de la garde au maître d'ouvrage. Est gardien du chantier la société qui en a l'usage, la direction et le contrôle (*3^{ème} Civ, 23 octobre 1991, n°89-18511*).

Pour les marchés privés, la norme AFNOR NF P03-001 octobre 2017 prévoit dans son article 13 (en page 39) que jusqu'à la réception des travaux, l'attributaire doit protéger ses ouvrages contre les risques de vol et de détournement, ainsi que contre les risques de détérioration. Il est également stipulé que pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux ouvrages des autres attributaires des lot avoisinants.

Ainsi le présent lot devra la protection parfaite de ses ouvrages jusqu'à la date de la réception et celle-ci est comprise dans son offre :

- Protection des ouvrages finis
- Tous les ouvrages du présent Lot qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés, devront être protégés jusqu'à la réception. Cette protection pourra être constituée, soit par des bandes adhésives, soit par un film plastique, soit par un vernis, soit par tout autre moyen efficace.
- Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le présent lot.
- Ces prestations ont pour objectif de protéger les ouvrages des autres corps d'état (il est entendu que ces prestations ne sont pas incluses au compte d'organisation du chantier).
- Il vérifiera également que tous les autres corps d'état qui risqueraient de détériorer ses ouvrages, utilisent bien les protections spéciales nécessaires au but recherché. Toutes les fournitures de matériaux devront être livrées en parfaite état et stockées à l'abri des intempéries et chocs.

Ces risques ne relèvent pas de l'obligation légale d'assurance, mais peuvent faire l'objet d'une garantie spécifique (vol, effondrement, incendie). La souscription d'une police "tous risques chantier" permet également d'apporter une garantie à tous les intervenants.

Ainsi, si un ouvrage est endommagé, l'entrepreneur doit le réparer, voire le reconstruire, à ses propres frais, sauf à se retourner ensuite contre les auteurs du dommage.

Aléas du chantier

Faute de la non surveillance par l'attributaire du présent lot et de l'identification du lot incriminé dans le désordre, l'attributaire du présent lot demeure responsable des dommages qui pourraient résulter de la non-observance de cette prescription.

Dans la mesure où l'attributaire du présent lot a contribué par sa négligence à la réalisation du dommage, en ne prenant pas les mesures adéquates pour protéger ses ouvrages (*CA Lyon 4 octobre*)

3.11 Échantillons

L'attributaire du présent lot est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons de matériaux qui lui seront demandés par le Maître d'œuvre. Ils seront entreposés par l'attributaire dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre.

3.12 État de livraison des ouvrages du présent lot

Aspect final des ouvrages du présent lot :

- L'observation visuelle devra permettre toute anomalie de quelques natures que ce soit
- Tous les ouvrages accusant des défauts tels que tolérances supérieures aux tolérances admises, seront refusés, repris par l'entrepreneur attributaire du présent lot et à ses frais et avec des pénalités dans le cas de retard dans la livraison du présent lot.

3.13 Réception

Dans le cadre dispositions particulières de réception des travaux du présent lot. C'est au titulaire du présent lot qu'il appartient de faire la preuve de la bonne exécution et de l'achèvement complet de tous ses travaux. Il devra faire réceptionner ses travaux par le lot ayant un lien immédiat avec son lot et en présence du maître d'œuvre qui réalisera le procès-verbal du présent lot.

Le Directeur des Travaux pourra demander, aux frais de Le titulaire du présent lot, toute étude et essais qu'il jugera utile à la vérification de cette preuve.

3.13.1 Contrôle d'exécution et réceptions

3.13.1.1 Réception des travaux

L'état de finition des surfaces réceptionnées

- Il sera conforme à celui prévu au devis descriptif, aux prescriptions et à l'aspect présenté par les surfaces de référence exécutées suivant la norme et aux DTU du présent lot. De faibles écarts de couleur et de brillant sont acceptables et usuels dans les travaux de bâtiment. En cas de désaccord sur la conformité des ouvrages, il sera procédé à la vérification des caractéristiques visées aux DTU du présent lot.

En cas de non-conformité

- L'attributaire du présent lot devra procéder à ses frais aux réfections nécessaires. Toutefois, la responsabilité de l'attributaire du présent lot sera dégagée si, pour l'exécution des travaux du présent lot, le maître d'ouvrage a donné un ordre écrit contraire aux prescriptions de la norme.

3.13.1.2 Garantie

Conformément à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sur l'assurance-construction dite " loi Spinetta ", la période de garantie de bon fonctionnement est de deux ans à compter de la date de la réception.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder pendant la période de garantie à toutes nouvelles séries d'essais qu'il jugera nécessaires après avoir averti le titulaire du marché en temps utile.

Durant cette période, l'attributaire du présent lot est tenue de remédier à tous désordres nouveaux, y compris dans les menus travaux, elle doit procéder à ses frais (pièces et main-d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

L'attributaire du présent lot dispose d'un délai de 48 heures sauf accord contraire avec le maître d'ouvrage pour remédier aux désordres dès la notification de ceux-ci passé ce délai, le maître d'ouvrage peut faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de L'attributaire du présent lot défaillant.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas :

- Les travaux d'entretien normaux ainsi que les matières consommables ;
- Les réparations qui seront les conséquences d'un abus d'usages ;
- Les dommages causés par les tiers.

3.14 Étude de sol

- Une étude de sol a été réalisée sur le site sur commande du Maître d'Ouvrage. Ce rapport est joint au dossier, afin que Le titulaire du présent lot puisse établir son offre, sous son entière responsabilité.

L'étude de sol est une G2 PRO

3.15 Salissures du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

3.16 Gestion des déchets**3.16.1 Limitation des volumes et quantités de déchets****La production de déchets à la source peut être réduite:**

- Par le choix de systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage...) générateurs de moins de déchets ;
- En préférant la production de béton hors du site, en privilégiant la préfabrication en usine des aciers.
- Tous les gravats de béton peuvent être ainsi réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup ;
- Tous les déchets de polystyrène doivent être supprimés par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matières ;
- Toutes les chutes de bois sont limitées par la généralisation de coffrages dits métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison ;
- Tous les emballages devront être contrôlés dès la passation des marchés avec les fournisseurs ;
- Toutes les pertes et les chutes sont ainsi réduites par une optimisation des modes de conditionnement.

3.16.2 Tri et déchets à la charge de chaque lot

L'attributaire de chaque lot est personnellement responsable du tri et du traitement des déchets de chantier générés par son activité, et ceci conformément à la réglementation en vigueur au moment des travaux. Il remettra au représentant de la maîtrise d'ouvrage, sous le contrôle de la maîtrise d'œuvre un bordereau de suivi des déchets évacués dûment renseigné.

4 QUALITE DES MATERIAUX**4.1 Acceptation des matériaux et produits**

Les produits et matériaux utilisés sont choisis sur la base d'une étude. Dans tous les cas où ils sont fournis par l'attributaire du présent lot, les produits et matériaux, ainsi que leurs conditions d'approvisionnement, sont soumis à l'acceptation du maître de l'ouvrage.

4.2 Cas des matériaux et produits certifiés

Lorsque la spécification technique applicable ou le CCTP prescrit la conformité des matériaux et produits à des normes françaises, cette conformité peut être attestée par une certification.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, cette conformité peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres États membres de l'Espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes.

Seuls seront examinés les certificats émis par des organismes accrédités par des organismes d'accréditation signataires des accords dits « EA » ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45 011.

Avant la fourniture :

L'attributaire du présent lot doit fournir la documentation en langue française :

- Descriptive (fiche technique du produit) avec un échantillon, si celui-ci est prévu au CCTP, permettant de vérifier que le produit est conforme aux spécifications ;
- Justificative de la conformité vis-à-vis des normes concernées (certificat de conformité de produit).

Pendant la fourniture :

Le contrôle intérieur vérifie que le produit est bien conforme à la norme de référence.

4.3 Contrôle extérieur

Le contrôle extérieur a un accès libre au stock de produit ou matériau pour effectuer ses propres prélèvements et essais.

4.4 Réception des matériaux

La réception des matériaux est faite par le Maître d'œuvre, et soumise à la signature de l'attributaire. Celui-ci pourra, s'il le juge nécessaire, inscrire ses observations à la suite du procès-verbal dont une expédition lui sera immédiatement notifiée. La réception des matériaux comportera la détermination des quantités à prendre en compte et la réalisation des essais. Ces opérations pourront, au gré du Maître d'œuvre, être faites indépendamment les unes des autres, soit à l'établissement du fournisseur, soit sur le chantier de l'attributaire du présent lot.

En cas d'insuffisance quantitative ou qualitative, le pourcentage de réduction correspondant sera appliqué à la totalité du lot à réceptionner, sans que l'attributaire soit admis à justifier que les défauts ou malfaçons constatés ne sont pas généraux dans le lot considéré.

La réception des matériaux n'empêchera pas le Maître d'œuvre de rebuter les matériaux qui, lors de l'emploi et jusqu'à l'expiration du délai de garantie, se révéleraient défectueux et ne rempliraient pas les conditions prescrites.

Les matériaux refusés seront isolés et marqués s'il y a lieu et sauf autorisation, évacués hors du chantier dans un délai de HUIT JOURS. Au cas où l'attributaire du présent lot n'exécuterait pas cette directive, tous les frais d'enlèvement de ses matériaux lui seront facturés, voire plus simplement retirés du montant de son marché.

5 INSTALLATION GÉNÉRALE DE CHANTIER A LA CHARGE DU LOT GROS OEUVRE

La charge du lot est au lot Gros œuvre :**Clôture de chantier**

Une clôture de chantier sera mise en place et entretenue pendant la durée des travaux.

Les divers dispositifs de clôture à mettre en place devront faire l'objet d'un accord de la maîtrise d'œuvre et des utilisateurs.

Cette clôture sera d'une hauteur **de 1.80 m** au minimum.

La zone comprise entre le sol et la partie inférieure des panneaux ne doit pas excéder 11 cm de façon à éviter tout débordement des déblais à l'extérieur des emprises des chantiers.

Aucune partie saillante ne doit pouvoir entraîner un risque de blessure aux personnes circulant à proximité immédiate.

Les parties saillantes ou tranchantes de la clôture doivent être éliminées.

À cet effet, une lisse horizontale doit recouvrir la partie supérieure du panneau de remplissage de la clôture.

Le mode d'assemblage des éléments entre eux doit permettre l'adaptation de la clôture au profil du terrain.

Les socles doivent maintenir les éléments de clôture en position verticale de façon à résister à la poussée du vent ou des passants.

Si les socles maintiennent la clôture grâce à leurs masses, le dépassement de ceux-ci par rapport à l'extérieur de l'emprise ne doit pas être supérieur à 10 cm.

Les scellements sont réalisés par procédés adéquats.

À l'issue du chantier, aucun élément en saillie ne doit rester en place et les sols devront être remis en état d'origine ou conforme au projet.

L'adjudicataire chargé de cette réalisation établira son prix en prenant en compte :

- L'entretien ;
- Les portails d'accès avec serrures à faire agréer par le maître d'ouvrage ;
- Toutes démarches administratives réglementaires ;
- Le démontage et la remise en état des lieux en fin de chantier.
- Cette clôture sera maintenue et entretenue durant la totalité des travaux de tous les lots.

Plans d'installation de chantier / Plan d'organisation de chantier

- L'entreprise définira l'organisation du chantier en respectant les règlements de sécurité et le plan d'installation de chantier devra être présenté au maître d'œuvre OPC et SPS pour approbation dans le respect du planning établi pour la période de préparation du chantier et joint au DCE.

Le plan d'organisation de chantier comportera :

- Les accès au chantier ;
- L'aire réservée aux cantonnements des entreprises, aux bureaux de chantier ;
- Les accès, les circulations ;
- Les aires de préfabrication et de stockage des matériaux et des composants avant montage ;
- La position et l'encombrement des engins de manutention ;
- Les installations communes d'hygiène et de sécurité ;
- Les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement ;
- Les voies d'accès des véhicules lourds avec les dispositifs de décrochage ;
- L'emplacement et le type des clôtures de chantier ;
- Les dates de réalisation des installations ; les dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène soient toujours adaptées aux effectifs globaux en activité sur le chantier ;
- L'emprise au sol des stockages, matériels, installations de chantier. L'installation de chantier sera à réaliser lors de la période de préparation
- Voies d'accès provisoires / Aires de chantier / Voies publiques
- Les voies d'accès provisoires et les aires de chantier seront exécutées en période de préparation de chantier, selon le calendrier prévisionnel établi et joint au DCE.
- Elles seront réalisées, entretenues et nettoyées pendant toute la durée du chantier.
- Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.
- Les sorties de chantier seront équipées de dispositifs de décrochage des roues de camions et d'engins divers de chantier (aire de lavage bétonnée avec raccordement et débourbeur).
- Bureaux de chantier communs
- À prévoir selon réglementation en vigueur, et PGCSPS joint au dossier DCE.
- Tous ces bureaux seront chauffés, ventilés, éclairés et entretenus quotidiennement, ils seront groupés géographiquement en formant un ensemble cohérent.
- L'installation à la charge du lot ... et entretien au compte prorata.
- Bureaux et cantonnements de chantier des entreprises

seront installés par l'entrepreneur du lot Gros-Œuvre : (vestiaires, bureaux)

- Suivant des surfaces et implantation à confirmer pendant la période de préparation dans le cadre de l'élaboration et du phasage des installations de chantier. Ils respecteront les prescriptions du PGC. La surface de ces installations et leur implantation devra recevoir l'approbation du coordonnateur SPS, du maître d'œuvre et figurer sur le plan d'organisation du chantier, en fonction des emplacements disponibles.

Installation À la charge du lot 02 - GROS OEUVRE et entretien au compte prorata.

- Les sanitaires, douches de chantier et réfectoire
- À proximité des cantonnements de chantier, sera installé un groupe de sanitaires avec douches collectives ainsi qu'un réfectoire pour l'ensemble des entreprises.
- Ces locaux seront raccordés aux réseaux divers.
- Leur nombre et leurs installations seront conformes aux règlements en vigueur. Ils devront être éclairés, aérés et chauffés.
- Les différentes circulations entre locaux seront couvertes.
- L'attention des entreprises est attirée sur la qualité de l'entretien à apporter à ces locaux.
- Seront inclus toutes sujétions de construction, équipement, électricité, etc.
- L'entretien général et démontage en fin de chantier.

Installation À la charge du lot 02 - GROS OEUVRE et entretien au compte prorata.

- Distribution électrique de chantier
- Branchement et comptages provisoires y compris démarches administratives.
- Alimentation et fourniture de coffrets électriques de chantier à définir suivant les plans d'installation de chantier. Chaque coffret couvrant une surface maximum délimitée par un rayon de 25,00 m. - a LA CHARGE DU LOT ELECTRICITE
- L'alimentation des baraques de chantier communes ou non et des circulations d'accès (y compris blocs de sécurité), y compris coffret en attente avec protection.
- Le démontage en fin de chantier.

À la charge du lot 02 - GROS OEUVRE

- La réalisation et entretien de réseaux provisoires d'évacuation et de leur raccordement sur l'assainissement public.
- La réalisation et entretien des ouvrages de protection du terrain contre les eaux de ruissellement (caniveaux, fossés...).
- L'évacuation des eaux (avec pompage, si nécessaire) y compris taxes de rejet éventuelles.

Distribution d'eau potable :

- Réalisation des branchements provisoires ou définitifs avec comptage.
- Alimentation des installations de chantier suivant le plan d'organisation du chantier.

- Alimentation en apparent pour l'intérieur des cantonnements et locaux de chantier communs ou non, y compris vanne d'arrêt.
- Démontage en fin de chantier.

Réalisation À la charge du lot 02 - GROS OEUVRE et entretien au compte prorata**Dépenses de fonctionnement et de consommations :**

Les dépenses de fonctionnement et de consommation telles que :

- Électricité;
- Chauffage;
- Eau;

À la charge du lot 02 - GROS OEUVRE

- Dispositifs de sécurité
- Suivant le Plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé.
- Documents contractuels
- Fourniture de deux exemplaires du dossier marché complet de l'opération (plans, pièces écrites, etc.).
- Un de ces exemplaires sera celui de travail et l'autre sera rangé dans une armoire fermée à clé.
- Ces deux exemplaires seront toujours maintenus complets (vols, dégradations, etc.).
- L'ensemble de ces documents sera tenu à jour pendant toute la durée du chantier par l'entreprise.
- Ces documents seront à la disposition des maîtres d'œuvre et d'ouvrage dans une armoire fermant à clef.

L'entreprise devra également inclure dans son marché les mesures COVID 19 pour les bases de vie et bungalows de chantier pendant la durée du chantier :

- Affichage fort et visible des consignes sanitaires
- Point d'eau ou distributeur de gel ou solution hydroalcoolique à l'extérieur et à l'intérieur des locaux
- Lingettes désinfectantes dans les sanitaires.
- nettoyage de la base de vie et aération des locaux suivant les préconisations du PGC et guide de l'OPPBTP

Autres dépenses :

- Sont également à la charge des entreprises les dépenses relatives à des travaux ou prestations qui découleraient des mesures d'intérêt général demandées par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre.

FIN DU LOT